

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Education nationale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 29 de l'arrêté royal du 30 août 1984, portant organisation de l'enseignement primaire et maternel sur base d'un capital-périodes, les mots « l'année scolaire 1984-1985 » sont remplacés par les mots « l'année scolaire 1985-1986 ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1985.

Art. 3. Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 13 août 1985.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,
D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,
A. BERTOUILLE

**MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE
ET DE LA FAMILLE**

F. 85 — 2398

30 AOUT 1985. — Arrêté royal réglant les modalités d'intervention de l'Etat, à titre de solidarité en faveur des victimes des événements du Heysel

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 29 et 67 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle des dépenses et à l'utilisation de l'octroi et de l'emploi des subventions, notamment l'article 1^{er}, alinéa 3;

Vu l'arrêté royal du 2 mai 1985, accordant une dérogation en vue du dépassement du cadre organique du Ministère de la Justice, des parquets près les tribunaux de première instance, du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique et du Ministère de la Santé publique et de la Famille;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 28 août 1985;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction Publique, donné le 28 août 1985;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'indique d'exécuter sans délai les engagements pris par l'Etat envers les victimes des événements du Heysel du 29 mai 1985;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Sociales et de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté a pour objet de fixer les conditions et modalités selon lesquelles l'Etat supportera, à titre de solidarité avec les victimes, certains frais résultant des événements survenus le 29 mai 1985 à partir de 19 h 15 m au stade du Heysel à Bruxelles.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par victime toute personne qui se trouvait à l'intérieur du stade du Heysel le 29 mai 1985 à partir de 19 h 15 m et y a subi des atteintes physiques.

Op de voordracht van Onze Minister van Onderwijs, en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 29 van het koninklijk besluit van 30 augustus 1984 houdende organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs op basis van een lestijdenpakket, worden de woorden « schooljaar 1984-1985 » vervangen door de woorden « schooljaar 1985-1986 ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1985.

Art. 3. Onze Ministers van Onderwijs zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 13 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Onderwijs,
D. COENS

De Minister van Onderwijs,
A. BERTOUILLE

**MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN VAN HET GEZIN**

N. 85 — 2398

30 AUGUSTUS 1985. — Koninklijk besluit tot regeling van de modaliteiten van de tussenkomst van de Staat uit solidariteit ten gunste van de slachtoffers van de Heizel-gebeurtenissen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 29 en 67 van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de uitgaven en het gebruik van toelagen, inzonderheid op artikel 1, derde lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 mei 1985, houdende toekening van een afwijking tot overschrijding van de personeelsformatie van het Ministerie van Justitie, van de parketten bij de rechtbanken van eerste aanleg, van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt en van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, -gegeven op 28 augustus 1985;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 28 augustus 1985;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het engagement door de Staat genomen ten aanzien van de slachtoffers van de Heizel-gebeurtenissen van 29 mei 1985 onverwijld moet uitgevoerd worden;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit heeft tot doel de voorwaarden en modaliteiten te bepalen volgens dewelke de Staat, uit solidariteit met de slachtoffers, bepaalde kosten voortvloeiend uit de gebeurtenissen die zich voordeden op 29 mei 1985 vanaf 19 u. 15 m., in het Heizelstadion te Brussel, ten laste zal nemen.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit, verstaat men onder slachtoffer, elke persoon die zich binnen het Heizelstadion bevond op 29 mei 1985 vanaf 19 u. 15 m., en er fysieke letsels heeft opgelopen.

Art. 3. Sans préjudice des recouvrements que l'Etat pourrait faire valoir contre des tiers, peuvent, conformément au présent arrêté, faire l'objet d'une intervention de l'Etat :

1° les frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation des victimes dans un établissement de soins situé en Belgique;

2° les frais résultant de soins prodigués aux victimes dans un cabinet médical situé en Belgique;

3° les frais de transport des victimes du lieu des événements à l'établissement de soins où ils ont été soignés et/ou hospitalisés, et de cet établissement de soins, soit à leur domicile en Belgique soit à leur lieu de départ de Belgique;

4° les frais de transport des victimes visées au 2° ci-dessus du lieu des événements au cabinet médical où ils ont reçu des soins et de ce cabinet médical soit à leur lieu de domicile en Belgique soit à leur lieu de départ de Belgique;

5° les frais funéraires engagés en Belgique, pour les victimes décédées;

6° les frais qui seront exigés de la Belgique, le cas échéant par les autorités d'un autre Etat concerné dans le cadre des relations bilatérales et dans le respect des traités internationaux ou accords bilatéraux existants.

Art. 4. L'intervention de l'Etat se limite :

1° pour les frais prévus à l'article 3, 1° et 2°, à l'intégralité des frais exposés en Belgique;

2° pour les frais prévus à l'article 3, 3° et 4°, à l'intégralité des frais engagés en tenant compte des prix normaux pratiqués pour le moyen de transport concerné;

3° pour les frais prévus à l'article 3, 5°, au montant correspondant à celui qui est remboursé par l'I.N.A.M.I.

Cette intervention est augmentée des frais de transport engagés pour les victimes décédées jusqu'au lieu de funérailles en Belgique ou jusqu'au lieu de départ des corps de Belgique;

4° pour les frais prévus à l'article 3, 6°, aux montants fixés par le Ministre ou le Secrétaire d'Etat qui a la Santé publique dans ses attributions, sur avis de la Commission instaurée conformément à l'article 13.

Art. 5. L'intervention de l'Etat se fera sur présentation des originaux des déclarations de créances, qui ne pourront faire double emploi, avec celles ayant déjà fait l'objet d'un remboursement par tout autre organisme.

Art. 6. Les déclarations de créances visées à l'article 5 peuvent être introduites par les établissements de soins, les cabinets médicaux, les entreprises de transport et tout autre organisme ayant aidé les victimes ou, par toute victime ayant supporté personnellement des frais visés aux articles précédents.

Art. 7. Les demandes de remboursement doivent être accompagnées des pièces justificatives utiles qui peuvent consister en des attestations délivrées par la Croix Rouge de Belgique, les Commissariats de Police ou en une déclaration sur l'honneur.

Le Ministère de la Santé publique et de la Famille peut demander des informations et des pièces justificatives complémentaires, notamment de nature médicale.

Ces dernières informations seront traitées sous garantie du secret médical.

Art. 8. Les dossiers concernant les frais visés à l'article 3, à l'exception des frais visés au point 6° du même article, doivent être introduits dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté. Le délai sera de deux ans pour les dossiers concernant les frais visés à l'article 3, 6°.

Art. 9. Les dossiers de créances sont introduits auprès de la cellule administrative prévue à l'article 10, qui en notifie la recevabilité dans les 45 jours de la date de la réception.

Art. 10. Une cellule administrative temporaire est installée à l'Administration de l'Aide sociale du Ministère de la Santé publique et de la Famille, Cité administrative de l'Etat, Quartier Esplanade, à 1010 Bruxelles.

La cellule est chargée de toutes les tâches afférentes à la gestion des dossiers de créances.

Art. 11. Cette cellule administrative est composée de fonctionnaires et agents du Ministère de la Santé publique et de la Famille, assistés de six chômeurs mis au travail, affectés à cet effet, respecti-

Art. 3. Onverminderd de terugvordering die de Staat zou kunnen laten gelden ten aanzien van derden, kunnen overeenkomstig dit besluit, het voorwerp uitmaken van een Staatstussenkomst :

1° de medische, pharmaceutische en hospitalisatiekosten van de slachtoffers in een verzorgingsinstelling in België gevestigd;

2° de kosten voortvloeiend uit de verzorging toegediend aan de slachtoffers in een medisch kabinet gelegen in België;

3° de vervoerkosten ingevolge de overbrenging van de slachtoffers van de plaats waar de gebeurtenissen zich voordeden naar de instellingen waar zij verzorgd werden en/of werden opgenomen, en van deze verzorgingsinstelling, hetzij naar hun woonplaats in België, hetzij naar de plaats van vertrek in België;

4° de vervoerkosten van de slachtoffers bedoeld in punt 2 hiervoor van de plaats waar de gebeurtenissen zich voordeden naar het medisch kabinet waar zij verzorgd werden en van dit kabinet, hetzij naar hun woonplaats in België, hetzij naar de plaats van vertrek in België;

5° de begrafeniskosten aangegaan in België, voor de overleden slachtoffers;

6° de kosten die desgevallend op België zullen verhaald worden door de overheden van een andere betrokken Staat, in het kader van de bilaterale betrekkingen en met naleving van de bestaande internationale verdragen of bilaterale overeenkomsten.

Art. 4. De tussenkomst van de Staat is beperkt :

1° voor de kosten voorzien in artikel 3, 1° en 2°, tot de integrale kosten gedaan in België;

2° voor de kosten voorzien in artikel 3, 3° en 4° tot de integrale kosten gedaan rekening houdend met de normaal gehanteerde prijzen toegepast voor het betrokken vervoermiddel;

3° voor de kosten voorzien in artikel 3, 5°, tot het bedrag dat overeenkomt met het bedrag dat terugbetaald wordt door het R.I.Z.I.V.

Deze tussenkomst wordt verhoogd met de kosten voor het vervoeren van de overleden slachtoffers tot aan de begraafplaats in België of tot aan de plaats in België van waaruit de lichamen het Belgisch grondgebied verlieten;

4° voor de kosten in artikel 3, 6°, tot de bedragen vastgesteld door de Minister of de Staatssecretaris tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, op advies van de Commissie opgericht overeenkomstig artikel 13.

Art. 5. De Staat zal tussenkomen op voorlegging van de originele van schuldvorderingen, die niet dubbel mogen gebruikt worden met deze die reeds het voorwerp uitgemaakt hebben van een terugbetaling door om het even welke andere instelling.

Art. 6. De schuldvorderingen bedoeld in artikel 5 kunnen ingediend worden door de verzorgingsinstellingen, de medische kabinetten, de vervoersinstellingen, en elke andere instelling die de slachtoffers geholpen heeft, of door elk slachtoffer dat kosten, bedoeld in voorgaande artikelen, persoonlijk heeft gedragen.

Art. 7. De terugbetalingsaanvragen dienen vergezeld te zijn van nuttige bewijsstukken die kunnen bestaan uit attesten uitgereikt door het Belgische Rode Kruis, het Politiecommissariaat of uit een verklaring op woord van eer.

Het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin kan bijkomende inlichtingen en bewijsstukken vragen, met name ook van medische aard.

Deze laatste gegevens zullen behandeld worden met eerbiediging van het medisch beroepsgeheim.

Art. 8. De dossiers met betrekking tot de kosten bedoeld in artikel 3, met uitzondering van de kosten bedoeld in punt 6 van hetzelfde artikel, moeten ingediend worden binnen een termijn van één jaar, te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit. De termijn zal twee jaar bedragen voor de dossiers betreffende de kosten bedoeld in artikel 3, 6°.

Art. 9. De vorderingsdossiers worden ingediend bij de bestuurscel voorzien in artikel 10, die zich uitsprekt over de ontvankelijkheid van deze vorderingsdossiers binnen de 45 dagen na de ontvangst ervan.

Art. 10. In de schoot van de Bestuursafdeling voor het Maatschappelijk Welzijn van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin, Rijksadministratief Centrum Esplanadegebouw, 1010 Brussel, wordt een voorlopige bestuurscel opgericht.

De cel is belast met de uitvoering van alle taken die betrekking hebben op het beheer van de vorderingsdossiers.

Art. 11. Deze bestuurscel wordt samengesteld uit ambtenaren en beambten van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin, bijgestaan door zes tewerkgestelde werklozen, te dien einde

vement, par les Ministères de la Justice, de l'Intérieur et de la Santé publique et de la Famille, ainsi que d'un rédacteur comptable détaché de l'Institut National d'assurance maladie et invalidité.

La coordination générale est assurée par le Directeur général de l'Administration de l'Aide Sociale, assisté d'un fonctionnaire du Secrétariat général.

Art. 12. Cette cellule entre en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 13. Une commission interdépartementale est créée en vue de statuer sur la recevabilité des dossiers de créances relatifs aux frais visés à l'article 3, 6°, et en vue d'émettre les avis requis à l'article 4, 4°.

Cette Commission est présidée par le Directeur général de l'Administration de l'Aide Sociale du département de la Santé publique et de la Famille, ou par son délégué.

Elle est composée des membres suivants :

1° un délégué du Ministre qui a les Relations extérieures dans ses attributions;

2° un délégué du Ministre ou du Secrétaire d'Etat qui a le Budget dans ses attributions;

3° un délégué du Ministre ou du Secrétaire d'Etat qui a les Affaires Sociales dans ses attributions;

4° un délégué du Ministre ou du Secrétaire d'Etat qui a la Santé publique dans ses attributions.

Art. 14. L'Etat se réserve le droit de subrogation vis-à-vis des assurances conclues.

Art. 15. Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 août 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement,

F. AERTS

MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

F. 85 — 2399

23 OCTOBRE 1985. — Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 étendant le champ d'application de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, notamment l'article 3;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1971 étendant le champ d'application de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, notamment l'article 1er;

Vu l'avis n° 823 du Conseil national du travail du 10 septembre 1985;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que les travailleurs occasionnels visés au présent arrêté doivent avoir d'urgence une sécurité concernant leur statut social juridique et que les employeurs doivent être informés au plus tôt de leurs obligations;

aangewezen door de Ministeries van Justitie, van Binnenlandse Zaken en van Volksgezondheid en van het Gezin, evenals door een rekenplichtige opsteller gedetacheerd door het Rijksinstituut voor Ziekte en invaliditeitsverzekering.

De algemene coördinatie wordt verzekerd door de Directeur-Generaal van de Bestuursafdeling voor het Maatschappelijk Welzijn bijgestaan door een ambtenaar van het Algemeen Secretariaat.

Art. 12. Deze cel treedt in werking op de dag dat dit besluit in werking treedt.

Art. 13. Er wordt een interdepartementale commissie opgericht om de ontvankelijkheid van de vorderingsdossiers, met betrekking tot de kosten bedoeld in artikel 3, 6°, vast te stellen en om advies uit te brengen overeenkomstig artikel 4, 4°.

Deze commissie wordt voorgezeten door de Directeur-Generaal van de Bestuursafdeling voor het Maatschappelijk Welzijn van het departement van Volksgezondheid en van het Gezin, of door zijn afgevaardigde.

Zij wordt samengesteld uit de volgende leden :

1° een afgevaardigde van de Minister tot wiens bevoegdheid de Buitenlandse betrekkingen behoren;

2° een afgevaardigde van de Minister of van de Staatssecretaris tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort;

3° een afgevaardigde van de Minister of van de Staatssecretaris tot wiens bevoegdheid de Sociale Zaken behoren;

4° een afgevaardigde van de Minister of van de Staatssecretaris tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort.

Art. 14. De Staat behoudt zich het recht voor tot subrogatie ten aanzien van de afgesloten verzekeringen.

Art. 15. Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu,

F. AERTS

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 85 — 2399

23 OKTOBER 1985. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot uitbreiding van het toepassingsgebied van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot uitbreiding van het toepassingsgebied op de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het advies nr. 823 van de Nationale Arbeidsraad d.d. 10 september 1985;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat aan de bij dit besluit bedoelde occasionele werknemers dringend zekerheid moet worden gegeven roepens hun sociaalrechtelijk statuut, en dat de werkgevers ten spoedigste moeten ingelicht zijn over hun verplichtingen;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 1er, alinéa 3^o bis de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 étendant le champ d'application de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, est remplacé par l'alinéa suivant :

« 3^o bis. L'article 17ter de l'arrêté royal précité, inséré par l'arrêté royal du 4 septembre 1985. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er avril 1985 et cessera d'être en vigueur le 1er décembre 1985.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 octobre 1985.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

F. 85 — 2400

23 OCTOBRE 1985. — Arrêté ministériel portant exécution, pour 1985, de l'arrêté royal du 4 septembre 1985 modifiant l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs

Le Ministre des Affaires Sociales,

Vu la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 2, § 1, 4^o;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 17ter, inséré par l'arrêté royal du 4 septembre 1985;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Vu la nécessité de fixer au plus tôt les périodes d'occupation sans assujettissement à la sécurité sociale afin d'informer les travailleurs et employeurs concernés de leurs obligations,

Arrêté :

Article 1er. Les périodes d'occupation sans assujettissement à la sécurité sociale, visées par l'article 17ter de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, inséré par l'arrêté royal du 4 septembre 1985, qui ne peuvent dépasser les 26 journées de travail au cours d'une année civile, sont fixées comme suite :

- la cueillette des fruits du 15 juillet au 15 novembre;
- la cueillette du houblon du 15 août au 15 octobre;
- la cueillette des fraises du 15 avril au 15 octobre;
- la cueillette du tabac du 10 juillet au 10 septembre;
- le nettoyage et le triage des ypréaux du 6 novembre au 28 février;
- le nettoyage et le triage du chicon du 1er septembre au 31 mai.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er avril 1985.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, 23 octobre 1985.

J.-L. DEHAENE

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1, lid 3^o bis van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot uitbreiding van het toepassingsgebied van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 wordt vervangen door het volgende lid :

« 3^o bis. Artikel 17ter van het voormeld koninklijk besluit ingevoegd bij het koninklijk besluit van 4 september 1985. »

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 1985 en houdt op van kracht te zijn op 1 december 1985.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 oktober 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

N. 85 — 2400

23 OKTOBER 1985. — Ministerieel besluit tot uitvoering, voor 1985, van het koninklijk besluit van 4 september 1985 tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 2, § 1, 4^o;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 17ter, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 4 september 1985;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor Sociale Zekerheid en Sociale Voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de noodzaak om dringend de periodes van tewerkstelling vast te stellen zonder onderwerping aan de sociale zekerheid ten einde de betrokken werknemers en werkgevers in te lichten over hun verplichtingen,

Besluit :

Artikel 1. De periodes van tewerkstelling zonder onderwerping aan de sociale zekerheid, bedoeld bij artikel 17ter van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, zoals ingevoegd bij het koninklijk besluit van 4 september 1985 die de 25 arbeidsdagen in de loop van een kalenderjaar niet mogen overschrijden, worden als volgt vastgesteld :

- plukken van fruit vanaf 15 juli tot 15 november;
- plukken van hop vanaf 15 augustus tot 15 oktober;
- plukken van aardbeien vanaf 15 april tot 15 oktober;
- plukken van tabak vanaf 10 juli tot 10 september;
- kuisen en sorteren van teenwilgen vanaf 5 november tot 28 februari;
- kuisen en sorteren van witloof vanaf 1 september tot 31 mei.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 1985.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 oktober 1985.

J.-L. DEHAENE